

ÉDITO

# Face aux frappes au Yémen, l'Arabie Saoudite demeure prudente

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Les données bahreïniennes ont été tuées à la frontière avec le Yémen fin octobre. Les rebelles et les Saoudiens ont en effet approuvé en décembre une feuille de route informelle de trois ans sous l'égide de l'ONU, pouvant même servir de base à une résolution à long terme du conflit yéménite. Le document exigeait notamment un départ du Yémen des troupes de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite dans un délai de six mois. Les frappes américaines et britanniques rendront donc ce processus de paix encore plus compliqué, plus long en termes de délais, et rebattent les cartes au Yémen et dans la région, compte tenu de l'évolution de la perception des Houthis comme une menace stratégique.

L'Arabie saoudite pourrait certes y trouver un nouveau levier face aux rebelles yéménites, même si pour l'heure elle ne fait face - tout comme les États-Unis - qu'à de mauvaises options devant les agressions des Houthis, car l'essentiel de ses mégaprojets de diversification économique se trouve sur les côtes de la mer Rouge : une non-réaction autoriserait la poursuite des attaques et serait interprétée comme un signe de faiblesse, alors qu'une réaction augmenterait le risque d'un embrasement régional du conflit, sans pour autant faire cesser les assauts. Les Saoudiens ont en fait peu de moyens de pression contre les Houthis : chaque fois que ces derniers le souhaitent, ils peuvent relancer les attaques, quelles que soient les capacités de défense aérienne que les États-Unis fournissent aux Saoudiens. Alors Riyad tente d'adopter une position intermédiaire : le ministère saoudien des Affaires étrangères a ainsi exprimé dans un communiqué sa « grande préoccupation » quant aux « frappes aériennes sur plusieurs sites de la République du Yémen » et aux opérations militaires en mer Rouge, une formule vague et en demi-teinte pour appeler à la désescalade dans cette région, à la fois envers

les Houthis et la coalition en mer Rouge menée par les États-Unis mais sans les nommer. Il y a cependant fort à parier qu'en coulisses, Riyad était au courant en amont des frappes américano-britanniques. Celles-ci sont en effet intervenues dans la foulée de la tournée régionale du secrétaire d'État américain Antony Blinken, qui s'est arrêté à Al-Ula pour y rencontrer le prince héritier Mohammed Ben Salmane, avec un détour de dernière minute à Bahreïn. La participation de Manama à la coalition n'aurait d'ailleurs pu avoir lieu sans le feu vert saoudien.

Le royaume fait en effet partie de la Task Force maritime CTF153 menée par les États-Unis dans la région, qui compte tous les pays du Golfe, même s'il n'a pas officiellement participé à l'élargissement de cette mission sous la forme d'une coalition internationale pour contenir les attaques houthis en mer Rouge. L'Arabie a cependant intercepté des missiles des rebelles yéménites en direction du territoire israélien, ce qui a notamment valu à Riyad le rétablissement des ventes d'armes en provenance d'Allemagne (qui avaient été bannies après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi). Il y a donc peu de doute sur le fait que non seulement les Saoudiens étaient au courant, mais qu'ils n'ont pas émis d'objection aux frappes américano-britanniques. Ils s'abstiennent simplement de faire toute déclaration publique de soutien afin de garder leurs options ouvertes quant à un accord sur le Yémen, car ils ne veulent pas donner le moindre prétexte pour rompre les négociations en cours ou pour mettre en danger le dialogue avec la République islamique. Les frappes avaient d'ailleurs moins vocation à complètement neutraliser les capacités de nuisance des Houthis qu'à leur lancer un avertissement, comme à Téhéran.

C'est dans cette perspective que la question de la normalisation entre le royaume saoudien et

L'escalade régionale de la guerre à Gaza est montée d'un cran aux portes de l'Arabie saoudite avec les dernières frappes américano-britanniques au Yémen. Dans des explosions d'une ampleur impressionnante, ces frappes ont ciblé une douzaine de sites utilisés par les Houthis en représailles aux multiples attaques de la milice pro-iranienne contre des navires commerciaux en mer Rouge ces dernières semaines, qui ont fortement perturbé les voies de navigation internationales. Ces raids ont eu lieu dans la capitale Sanaa - aux mains des rebelles pro-iraniens - ainsi que dans leur fief de Saada, mais aussi sur le port de Hodeida et à Dhamar. Les cibles comprenaient des centres logistiques, des systèmes de défense antiaérienne et des dépôts d'armes, ainsi qu'une base aérienne, des aéroports et un camp militaire houthis.

En réalité, la guerre à Gaza avait déjà fait voler en éclats les espoirs de stabilisation régionale chère à Riyad. Et ces frappes interviennent alors que le royaume espérait conclure un accord de paix avec les Houthis fin 2023 ou début 2024. Pressée de trouver une voie de sortie dans ce conflit, l'Arabie Saoudite avait montré de la retenue vis-à-vis des rebelles ces derniers temps, après avoir rétabli les relations diplomatiques avec leur parrain iranien le 10 mars dernier, en s'abstenant même de réagir à une attaque où quatre sol-

l'État hébreu est revenue sur le devant de la scène ces derniers jours avec un accent particulier sur son volet palestinien. Riyad semble désormais faire d'une solution à deux États la première condition d'un tel accord, qui se basait auparavant plutôt sur des garanties sécuritaires de son partenaire américain et une assistance pour le développement de son programme civil nucléaire. « La finalité (de la reconnaissance d'Israël par l'Arabie) inclue certainement rien de moins qu'un État indépendant de la Palestine », a souligné l'ambassadeur saoudien au Royaume-Uni, le prince Khaled ben Bandar al-Saoud dans une interview à la BBC le 9 janvier.

Face au risque de représailles houthies, qui pourraient également viser le territoire saoudien, le royaume s'est pourtant sûrement préparé, probablement en étroite coordination avec ses alliés sécuritaires, dont le principal reste les États-Unis. Après les frappes sur le Yémen, un communiqué des forces américaines de l'armée de l'air a ainsi réitéré que Washington reste « engagé auprès de ses partenaires essentiels dans tout le Moyen-Orient pour la défense contre les groupes miliciens soutenus par l'Iran, y compris les miliciens houthis ».

Il reste néanmoins que Riyad – comme le montre clairement sa presse – critique la politique des États-Unis et des Occidentaux en général qui, sur le dossier yéménite, ont longtemps feint d'ignorer la menace représentée par les Houthis et qui soudain découvrent qu'elle peut viser leurs intérêts propres, en gênant la circulation maritime internationale. « Au lieu de critiquer la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite sur des critères humanitaires, ils auraient mieux fait de voir plus loin et de prendre en compte la stratégie régionale de l'Iran soulignant à l'unanimité les médias saoudiens. » Cela montre que la prudence – pour ne pas dire la méfiance – subsiste entre Riyad et Téhéran, malgré le rétablissement des relations diplomatiques, les Saoudiens jugeant les intentions iraniennes à l'aune de leur capacité à permettre une sortie honorable de la crise yéménite. La politique actuelle des Houthis ne va pas dans ce sens ●



## REGARD D'EXPERT

# CoP 28 may signal the end for Fossil Fuels ; but major challenges remain

Publié par The Ambassador Partnership le 11 janvier 2024

Par Christopher Segar



Christopher Segar spent 32 years in the Diplomatic Service with postings mainly in the Arab world but also in China, Angola and at the OECD. From 2008 to 2015 he was Middle East analyst at the International Energy Agency in Paris.

ESL & Network et Antidox sont heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé, et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques ([www.ambassadorllp.com](http://www.ambassadorllp.com)).

The 28th Conference of the Parties (CoP) under the UN Framework Convention on Climate Change closed in Dubai on 13 December. The final declaration, the “Global Stock-Take” (GST) to review progress since the 2015 CoP in Paris, included for the first time a reference to fossil fuels and their role in global warming. Just as CoP 26 in Glasgow had closed with a decision to “Phase down” rather than “Phase out” the use of coal, CoP 28 has been criticised for deciding merely to “transition away from Fossil Fuels” rather than phase them out. But the declaration also, more specifically, enjoined signatories to triple the deployment of renewable energy and







double the rate of improvement in energy efficiency by 2030 ; and to reduce methane emissions from fossil fuel operations by 75%. It was agreed that CoP 29 will be held in Azerbaijan, and CoP 30 in Brazil, by which time participating governments will need to present their revised 'Nationally Determined Contributions' to the achievement of these goals.

Behind these ambitious targets stood the sixth Assessment Report (AR6) of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), which emphasised that to hold global warming to 1.50 c it would now be necessary to reduce Greenhouse Gas emissions (GHGs) by 43% by 2030 – i.e. by as much per year as was cut in the first year of the COVID 19 pandemic, but without destabilising the global economy. This urgency will no doubt be strengthened by the latest reports from EU satellite monitoring that a succession of record temperatures in the second half of 2023 represented global warming at a rate of over 1.40°C above the long-run pre-industrial average.

The choice of Dr Sultan AL-Jaber as conference chairman, given his new role as CEO of the UAE national oil company ADNOC, was controversial. Over the weekend of 9/10 December the representatives of OPEC countries and the members of the 'High Ambition Coalition' (mainly EU, African and Latin American states) wrestled over the final wording on fossil fuels. The outcome is notable as the first explicit reference to fossil fuels in such an agreement in the 35 years since the Brundtland Report of 1988 first called attention to the risks of catastrophic climate change, though the consensus language is much softer than many non-oil producing countries would have hoped. Sultan al-Jaber is unusual as an oil company CEO in having for over a decade led the UAE's MASDAR enterprise which focusses on renewable energy technologies. Since 2009 Abu Dhabi has also hosted

the International Renewable Energy Agency, and has invested in huge solar power projects as well as a 5.6 gigawatt nuclear power plant built by the Koreans. And Dubai has been a leader in both energy efficiency and the installation of smart metres. In preparing for the summit, Dr Al-Jaber worked closely with the IEA (under Dr Fatih Birol) whose estimates of the key steps necessary to stay within 1.50°C are largely reflected in the final declaration. CoP 28 held the world's attention for much of early December. More than 100,000 delegates attended from governments, the UN agencies, NGOs, business, academia, and civil society. King Charles delivered the opening address, and it seems that his evening reception was the 'hot ticket' of the week. Pope Francis had intended to be there too, but in the event his speech was read for him by a cardinal. It reprised – though in even stronger language - the encyclical 'Laudato Si' which he had issued in 2015. President Macron was prominent, as was Rishi Sunak, flanked on occasion by Tony Blair. Both John Kerry and VP Kamala Harris were there for the US. At least two billionaires brought their yachts into the marina and hosted parties. Perhaps only Dubai could have accommodated such a range of delegates and celebrities so easily. It must at times have seemed like a cross between Davos and the Monaco Grand Prix.

So many delegates may seem excessive. Only 36,000 took part in CoP 27 in Sharm-el-Sheikh. On the other hand, because the conference declaration is not a legally binding agreement, much depends on the signal it gives being amplified and disseminated through a whole range of actors. The Global Climate Action Portal supports the participation of all non-Party stakeholders: corporates, investors, cities, regions and civil society. In addition, a number of 'variable geometry' side agreements can be promoted through 'coalitions of the wil-

ling'. Notable at CoP 28 was the Oil and Gas Decarbonisation Charter committing signatories to net zero operations by 2050 and ending routine flaring (methane) by 2030. Oil companies from Saudi Arabia, UAE, Oman and Libya were on board along with the whole range of prominent International Oil Companies (IOCs) such as Shell and Exxon-mobil, though not the major Russian or Chinese companies nor the oil companies of Iraq, Iran or Kuwait. One additional innovation was the Declaration to Triple Nuclear Energy (by 2050) led by the USA, Japan, France, the UK and the UAE.

Michael Bloomberg who is now the UN Secretary General's Special Envoy on Climate Change, and Nicholas Stern who co-chairs the High-Level Expert Group on Climate Finance, were both pressing for more funds for the Global South. The Loss and Damage Fund which pre-empted so much negotiating time at CoP 27, was opened for contributions at the very start of the conference. But funding for the two other main streams – energy transition, and adaptation and resilience – have struggled to attract sufficient pledges. Stern's report estimated that \$2.4 trn would be needed by 2030. The economic and humanitarian cost of droughts, fires and floods linked to the current 1 to 1.30c of warming suggests that spending on adaptation and resilience can only need to grow – not only in poorer countries but in the developed world too.

It is good that CoP 28 has renewed the policy framework. However, developed countries still face a number of challenges. Energy security remains a headache; social trends, which affect the demand for energy, can be intractable; and fairness within western societies is becoming increasingly important. It remains to be seen whether developed countries will prove capable of surmounting such challenges. As Dr al-Jaber observed, "No treaty is better than its implementation" ●

REGARD D'EXPERTE

# Affaire Depardieu : quand les tribunes alimentent la guerre des opinions

Par Sarah Boufatis



Après trois années de classe préparatoire littéraire, Sarah Boufatis obtient un Master en Communication et Relations Médias à l'EFAP - Paris durant lequel elle a étudié les relations presse, les stratégies et mécanismes d'influence ainsi que la communication de crise. Passionnée de littérature, Sarah s'intéresse tout particulièrement aux nouvelles tendances en matière de relations presse, d'opinion publique et de réputation médiatique. Elle rejoint Antidox en 2020 comme consultante junior.

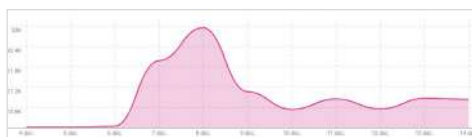
taire le 7 décembre dernier (figure 1). L'analyse des conversations en ligne met d'ailleurs en lumière plusieurs points critiques :

- Le blâme des victimes et la minimisation du préjudice causé par les actions de Depardieu est l'un des thèmes récurrents. Certains utilisateurs suggérant que les femmes impliquées étaient en quelque sorte responsables de ce qui leur est arrivé.
- A noter également que de nombreux utilisateurs expriment leur frustration et leur déception face au manque de soutien et de ressources disponibles pour les survivantes de violences sexuelles.
- L'accent est également mis sur le contexte culturel et les normes sociétales qui permettraient et perpétueraient la violence sexuelle, certains utilisateurs affirmant que le problème dépasse le simple individu et reflète des problèmes systémiques.

Le documentaire « Gérard Depardieu, la Chute de l'ogre » diffusé sur France 2 a agi comme un catalyseur, attirant l'attention de 1,52 million de téléspectateurs et déclenchant une avalanche de débats dans l'affaire Depardieu. Au-delà des erreurs flagrantes, des postures médiatiques discutables et des tentatives de réhabilitation, un affrontement idéologique et une guerre médiatique se dessinent.

## Du #MeToo au #Depardieu

Depuis l'essor du mouvement #MeToo en 2017, l'affaire Depardieu a pris des proportions inattendues. Chiffres à l'appui : on note plus de 87 000 mentions du #Depardieu dans la sphère digitale, 24 heures seulement après la diffusion du documen-



## La guerre des opinions

Le traitement médiatique, cristallisé par les réactions immédiates sur les réseaux sociaux après la diffusion du documentaire, souligne l'ampleur de l'impact sur le public. Les tribunes qui ont suivi ont envenimé le débat, créant une véritable bataille d'opinions.

La révélation des premières images du documentaire sur X a d'ailleurs suscité 2 000 commentaires, 11 000 partages, 11 000 likes et 14,2 millions de vues.



## #1 La tribune de la discorde, une manoeuvre stratégique pour influencer l'opinion publique

La lettre ouverte de Gérard Depardieu s'est conclue par une déclaration significative : « Au tribunal médiatique, au lynchage qui m'a été réservé, je n'ai que ma parole à opposer. » Cette prise de parole directe tend à positionner l'auteur en victime. Autrement dit, un levier stratégique habile pour façonner l'opinion publique.

Les choix des mots dans cette déclaration ajoutent une dimension particulière, étant ponctuée d'illustrations saisissantes, comme lorsque Depardieu déclare : « Aujourd'hui je ne peux plus chanter Barbara parce qu'une femme qui voulait





Ces images vivantes, parsemées tout au long du texte, visent à susciter une empathie profonde chez le lecteur, qui cherche ainsi à établir une connexion émotionnelle. C'est une tentative délibérée de gagner la compréhension et le soutien du public.

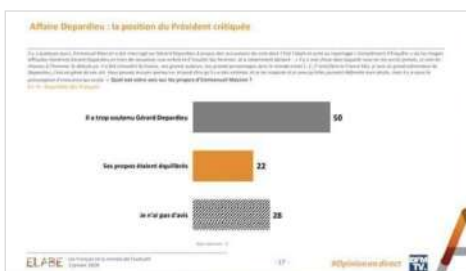
Cette stratégie, bien que controversée, ne manque pas de soulever des questionnements sur la nature de la vérité dans un contexte médiatique souvent propice aux jugements hâtifs.

## #2 Défense présidentielle : la rhétorique de la réhabilitation

La prise de parole du président n'a fait qu'approfondir la fracture au sein de l'opinion publique. Un contrepied disruptif qui a généré des conversations animées. Sous le feu des critiques pour ses déclarations, le Président, dénonçant une « chasse à l'homme », a opté pour une rhétorique de réhabilitation. C'est ainsi qu'il s'est exprimé sur France 5, utilisant un registre laudatif et des termes élogieux pour décrire l'acteur, se déclarant « grand admirateur » de celui qui a « fait connaître la France et nos grands auteurs dans le monde entier ».

Les réactions en ligne témoignent de l'impact de cette position présidentielle. La publication de Franceinfo sur X a généré **30 000 vues et plus de 400 interactions**.

La prise de position élyséenne a indéniablement alimenté le débat et accentué les clivages au sein du paysage cinématographique. Selon un sondage Elabe/BFMTV, la moitié des Français estiment d'ailleurs que le chef de l'État a « trop soutenu » Depardieu, tandis que 22% jugent ses propos « équilibrés » et 28% ne se prononcent pas.



L'association MeToo Media, défendant les victimes de violences sexuelles, a quant à elle vivement critiqué la position du président dans une tribune publiée le 27 décembre, estimant que celle-ci privilégie l'acteur populaire au détriment de victimes anonymes. Muriel Réus, vice-présidente du collectif, a déclaré que le président sortait de son rôle en niant ainsi la parole des victimes, qualifiant cette attitude d'inacceptable.

Ce soutien du président survient dans un contexte politique agité à l'Élysée, particulièrement suite à sa défense de la loi sur l'immigration.

## #3 De la tribune de soutien au plaidoyer

Dans cette épopée médiatique et face à l'escalade des tensions, cinquante personnalités éminentes du monde de la culture ont à leur tour uni leurs voix dans une tribune, plaidant pour la préservation de la réputation de Gérard Depardieu. Le titre, révélateur et empreint d'une affirmation sans équivoque, porte la marque d'une prise de position forte : « N'effacez pas Gérard Depardieu ».

Le texte, parsemé de périphrases ambiguës et parfois contradictoires, telles que « le dernier monstre sacré du cinéma », oscille entre la reconnaissance d'un talent exceptionnel et la prudence, voire le danger, suscitée par l'utilisation du terme « monstre ». Une ambivalence qui souligne la complexité du personnage et de la situation.

Dans l'expression de leur soutien, les signataires ont notamment fait usage d'un champ lexical empreint de violence, évoquant des expressions telles que « lynchage » et « torrent de haine » pour favoriser l'empathie. Cette sémantique gagne en intensité du fait de son association avec des tournures dramatiques et des personnifications fortes, comme celle affirmant que « c'est l'art que l'on attaque ». À la manière d'un discours solennel, le texte atteint son apogée avec une gradation ascendante concluant : « La mort de l'art. La nôtre. »

De la tribune de soutien au plaidoyer, les signataires entretiennent ainsi l'affaire en faisant de Gérard Depardieu l'incarnation même de la culture.

## #4 La contre-tribune

En réaction aux soutiens de l'acteur, 8 000 artistes ont signé en 48h la contre-tribune lancée par le collectif « Cerveaux non disponibles » au 103k abonnés sur X. Une publication qui a d'ailleurs généré 249 commentaires, 530 partages et 1 000 likes et 252,5k vues.

Ce sujet a généré plus de 81,4k mentions sur la toile depuis le 7 décembre (Talkwalker).





Que retenir de cette nouvelle parution et des conversations en ligne ?

- Les artistes signataires ont pointé du doigt « la loi du silence autour de l'affaire ».
- Ils appellent à la justice et partagent leur soutien aux victimes de violences sexuelles.
- Ils y soulignent l'inversion présumée des rôles dans la médiatisation de l'affaire et insistent sur la nécessité pour les artistes d'assumer leurs responsabilités et de dénoncer l'injustice.

Utilisée à bon escient, la tribune se révèle être un véritable levier pour influencer l'opinion publique. Les termes les plus fréquemment utilisés dans le contexte de l'affaire Depardieu soulignent cette appropriation par les médias et la société civile : «tribune», «reportage», «Figaro», «BFMTV», et «France Info», mais aussi des termes davantage moralisateurs tels que « honte », « sexistes » et « honneur » (figure 2).



Cette montée en puissance, largement amplifiée par l'influence médiatique, a suscité un revirement chez environ 60 signataires initiaux de la tribune de soutien. Que ce soit sous l'effet de la pression médiatique ou d'une prise de conscience des signataires, une certitude émerge : la politisation de l'affaire a ébranlé les positions initiales.

**Enfin, l'une des questions majeures au cœur de cette bataille d'opinions reste la suivante : est-il possible de séparer l'homme de l'artiste ? Une interrogation qui, dans ce contexte, soulève des défis complexes et moraux, et donne inévitablement du grain à moudre à l'agora médiatique, politique et digitale ●**



## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.